

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES
DIRECTION DU BUDGET**

**RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION
BUDGETAIRE
TROISIEME TRIMESTRE 2014**

Novembre 2014

SOMMAIRE

CONTEXTE.....	3
I. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL.....	3
II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL.....	5
II.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	7
II.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :	7
II.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:	10
II.2 Dépenses de personnel	14
III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	17
III.1 Les comptes d'affectation spéciale	17
III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)	17
III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale	19
III.2 Le compte de commerce.....	19
III.3 Les comptes de prêts.....	19
III.4 Les comptes d'avance	19
III.5 Les comptes de garanties et d'aval.....	19

Liste des Graphiques :

<i>Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires entre le premier, deuxième et troisième trimestre 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.</i>	5
<i>Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 3em trimestre 2014 (en milliards)</i>	8
<i>Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 30/09/2014</i>	13
<i>Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2013 et de 2014 (en milliards)</i>	16
<i>Graphique 5: Situation du FNR au 3em trimestre 2014 (en milliards)</i>	18

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 3em trimestre 2014</i>	4
<i>Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au troisième trimestre 2014 (en milliards)</i>	6
<i>Tableau 3: Service de la dette publique au titre des 3 trimestres 2014 (en milliards)</i>	8
<i>Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement</i>	9
<i>Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants</i>	10
<i>Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat</i>	11
<i>Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital</i>	12
<i>Tableau 8: Evolution de la masse salariale au troisième trimestre 2014 (en milliards)</i>	15
<i>Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants du 3^{iem} trimestre 2014</i>	17

Liste des annexes

<i>ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 30/09/2014 (en milliards)</i>	20
<i>ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2014 en FCFA</i>	21
<i>ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 septembre 2014 (hors dette et hors personnel)</i>	22
<i>ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre</i>	22

CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'exécution du budget (loi n° 2013-07 du 18 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014), au titre des opérations du troisième trimestre, pour la période du 1^{er} Juillet au 30 septembre 2014. Il est destiné à l'information des parlementaires et mis à la disposition du public conformément à l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant lois organiques relatives aux lois de finances.

Il décrit la situation d'exécution des recettes internes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2014 et procède à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il est important de souligner que les crédits des postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas comptabilisés dans la présente situation d'exécution du fait que ces structures de l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au SIGFIP.

I. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL

Prévues pour un montant global de 2281,4 milliards de FCFA dans la Loi de Finances Initiale 2014, les ressources internes du budget général recouvrées de janvier à septembre 2014 se chiffrent à un montant de 1519,979 milliards.

Pour le 3^{ème} trimestre 2014, les réalisations sont arrêtées à 552,638 milliards. Comparées au trimestre précédent il est enregistré une légère progression d'un montant de 0,138 milliard. Cette hausse s'explique globalement par une augmentation des recettes non fiscales et des autres recettes.

S'agissant des recettes non fiscales, leur augmentation d'un montant de +14,063 milliards est liée essentiellement aux produits financiers.

Quant aux autres recettes, elles enregistrent une importante progression d'un montant de 64,2 milliards par rapport au second trimestre et sont composées des dons budgétaires (+24,4) milliards et des émissions des différents instruments (bons de Trésor et obligations) (46,7 milliards).

En cumul, **à la date du 30 septembre 2014**, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de **1519,979 milliards** contre 1 483,647 milliards en 2013 ; soit une hausse de 36,332 milliards en valeur absolue et 2,45% en valeur relative. Cette amélioration est imputable principalement aux impôts sur revenu et salaires et les impôts et taxes intérieures sur les biens et services.

Les recettes fiscales et non fiscales se sont établies à 1147,805 milliards, pour un objectif annuel de 1633 milliards, soit des restes à recouvrer pour le dernier trimestre 2014 d'un montant de 485,195 milliards.

Pour les *recettes fiscales*, elles ont progressé de 89,447 milliards en glissement annuel dont 35,309 milliards pour les impôts directs et 54,138 milliards pour les impôts indirects.

S'agissant des *recettes non fiscales*, elles connaissent une hausse de 4,053 milliards en glissement annuel et elle est due principalement aux revenus de l'entreprise et du domaine.

Les autres recettes, composées principalement des émissions de bons du Trésor et d'obligations, des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocédés, sont arrêtées **au 30 septembre 2014**, à un montant de 372,174 milliards dont 107,942 milliards de bons du Trésor, 203,061 milliards pour les émissions d'obligations et 36,768 milliards de recettes exceptionnelles (PPTTE/IADM). Comparées au cumul de septembre 2013, les autres recettes ont baissé de 57,176 milliards imputable à la politique de reprofilage de la dette publique intérieure qui privilégie les instruments de longue durée.

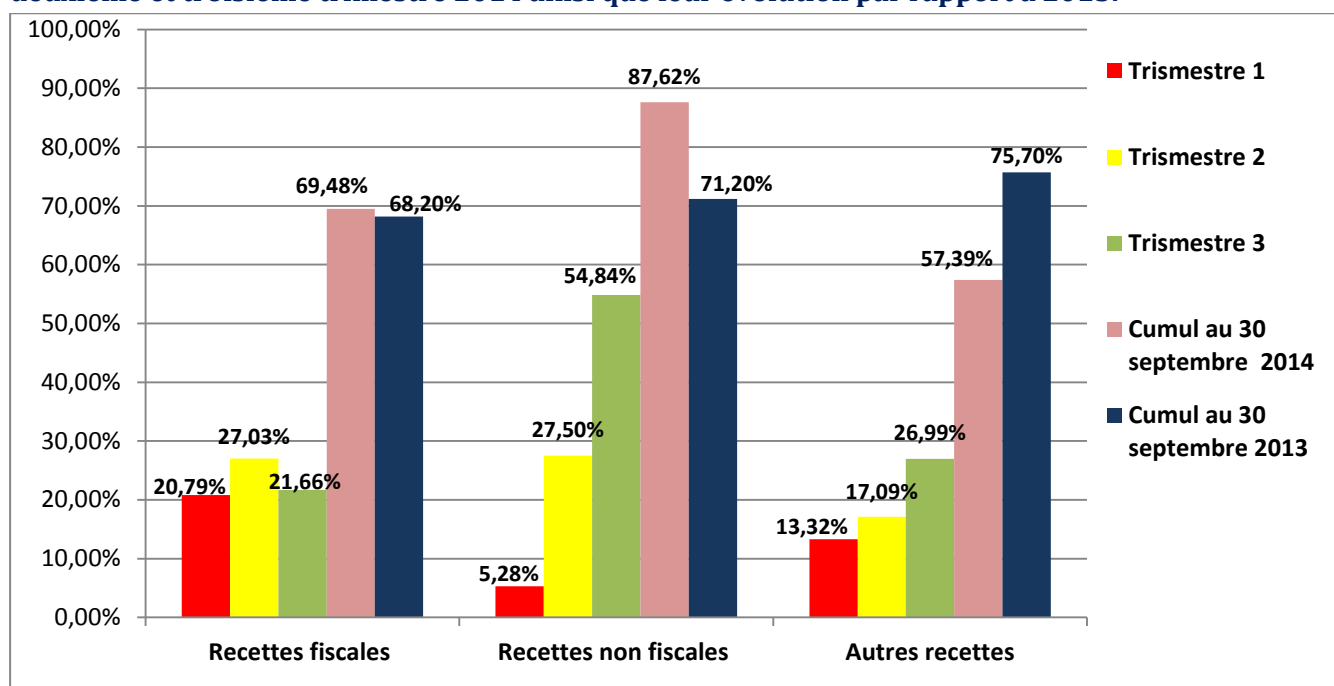
Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 du présent document et le graphique 1, ci-après, permet d'apprécier l'évolution des taux de réalisation des recettes entre le deuxième trimestre et le troisième trimestre 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.

Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 3em trimestre 2014

(En milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Réalisation Trim. 1	réalisation Trim. 2	Réalisation Trim. 3	Cumul au 30 septembre 2014	Cumul au 30 septembre 2013	Ecart
RECETTES FISCALES	1561	314,2	421,9	338,144	1084,644	995,197	89,447
Impôts directs	459,9	106,2	160,8	78,709	353,209	317,9	35,309
Impôts indirects	1101,1	207,97	261,1	259,435	731,435	677,297	54,138
RECETTES NON FISCALES	72	3,9	19,8	39,483	63,153	59,1	4,053
TOTAL RECTTES FISCALES ET NON FISCALES	1633	318,1	441,7	377,627	1147,797	1054,297	93,5
AUTRES RECETTES	648,41	86,339	110,8	175,011	372,174	429,35	-57,176
TOTAL RECETTES INTERNES	2281,41	404,439	552,5	552,638	1519,971	1483,647	36,324

Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires entre le premier, deuxième et troisième trimestre 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.



II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Prévus pour un montant global de 2281,408 milliards dans la loi de finances initiale pour 2014, les crédits du budget général ont été portés à 2310,257 milliards du fait des reports de crédits d'investissement (28,849 milliards).

Au **30 septembre 2014**, ces crédits sont engagés à hauteur de 1351,014 milliards, soit un taux d'exécution semestriel de 58,48% contre 71,47% au même trimestre de 2013 (baisse de 12,99 points de pourcentage).

Ces engagements sont ordonnancés pour un montant de 1279,924 milliards et payés à hauteur de 1226,203 milliards pour le troisième trimestre 2014.

Le tableau suivant résume les différents niveaux d'exécution du budget général par titre **au 30 septembre 2014**.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au troisième trimestre 2014 (en milliards)

Titre	Prévision -1	Modifications -2	Report de crédits -3	Total prévision (4) = 1+ 2+ 3	Engagement -5	taux d'engagement des crédits (6)= 5/4	Liquidation -7	Taux de liquidation des engagements (8) = 7/5	Ordonnancement -9	Taux d'ordonnancement des liquidations (10)=9/7	Paiement -11	Reste à payer ou à prendre en charge (12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	523,41			523,41	142,06	27,14%	142,06	100,00%	142,06	100,00%	142,06	0
Titre 2- Dépenses de personnel	491,6			491,6	317,386	64,56%	317,386	100,00%	317,386	100,00%	317,386	0
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	379,726	-3,191	-15,790	376,535	248,973	66,12%	214,175	86,02%	212,481	99,21%	184,126	28,355
Titre 4- Transferts courants	309,673	3,191	16,170	312,864	270,738	86,54%	270,647	99,97%	270,515	99,95%	267,46	3,055
Total dépenses ordinaires	1704,409	0	0,38	1704,409	979,157	57,45%	944,268	96,44%	942,442	99,81%	911,032	31,41
Total dépenses ordinaires hors personnel	1212,809	0	0,38	1212,809	661,771	54,57%	626,882	94,73%	625,056	99,71%	593,646	31,41
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	207,075	-25,487	-30,866	201,576	128,692	63,84%	95,905	74,52%	95,192	99,26%	81,355	13,837
Titre 6- Transferts en capital	369,924	25,487	31,141	404,272	243,165	60,15%	243,165	100,00%	242,29	99,64%	233,816	8,474
Total Investissement	576,999	0	0,275	605,848	371,857	61,38%	339,07	91,18%	337,482	99,53%	315,171	22,311
TOTAL BUDGET GENERAL	2281,408	0	0,655	2310,257	1351,014	58,48%	1283,338	94,99%	1279,924	99,73%	1226,203	53,721

II.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

II.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits ouverts, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1212,809 milliards. Ils sont exécutés **au 30 septembre 2014** comme suit :

Exécution sur le troisième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 661,771 milliards soit 54,57% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge de l'Etat ;
- ✚ *Liquidation* : 626,882 milliards, soit 94,73% des engagements; elle correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- ✚ *Ordonnancement* : 625,056 milliards, soit 99,71% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- ✚ *Paiement* : le montant des paiements au 30 septembre 2014 est arrêté à 593,646 et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 31,41 milliards.

Le niveau du taux d'engagement a augmenté de 11,5 points de pourcentage entre le deuxième et le troisième trimestre 2014. En comparaison avec le même trimestre 2013, ce taux a baissé de 20,14 points de pourcentage. Les taux de liquidation et d'ordonnancement ont nettement évolué par rapport au deuxième trimestre.

- **La dette publique** : Le service de la dette publique payé au cours du troisième trimestre 2014 est évalué à un montant de 142,06 milliards dont 108,50 milliards pour le principal et 33,56 milliards au titre des intérêts. Le montant des paiements au titre de la dette extérieure au cours du trimestre sous revue est de 33,25 milliards. S'agissant de la dette intérieure, le montant des paiements pour la même période est de 108,80 milliards.

En cumul, **au 30 septembre 2014**, le montant payé au titre de la dette publique, est évalué à 368,50 milliards. Les paiements sont destinés à honorer les échéances sur la dette intérieure pour un montant de 280,82 milliards et 87,68 milliards pour la dette extérieure.

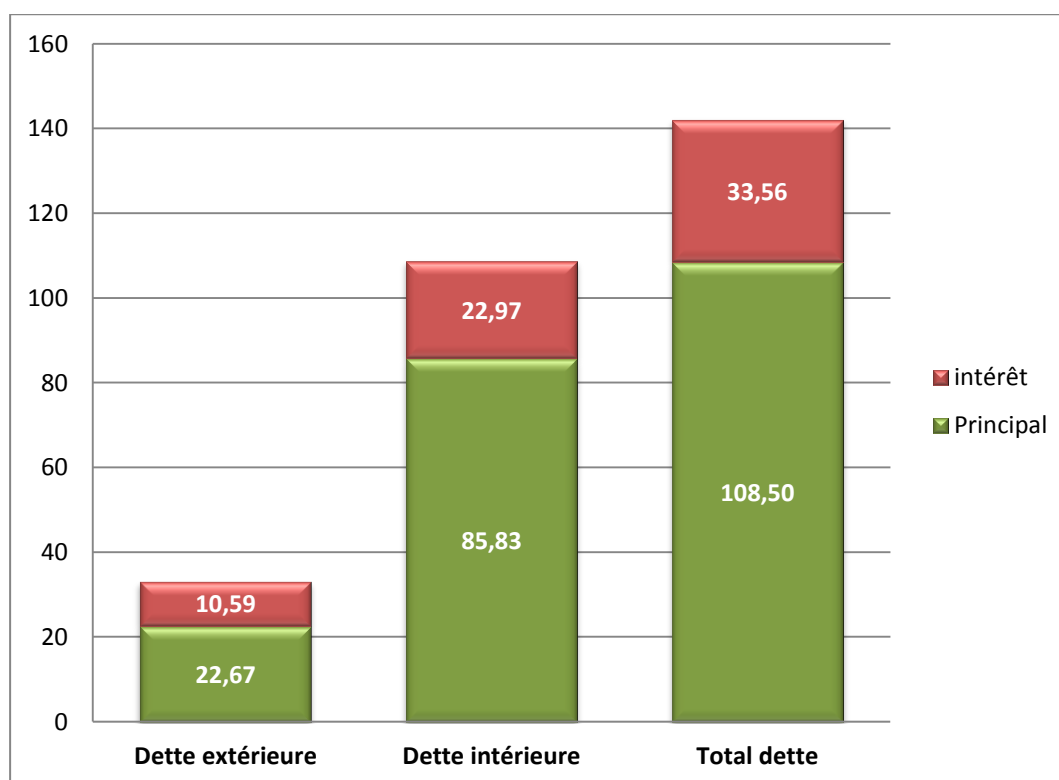
Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique s'est établi à 54,69% au 30 juin 2014 contre 70% au 30 septembre 2014.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique pour le troisième trimestre 2014.

Tableau 3: Service de la dette publique au titre des 3 trimestres 2014 (en milliards)

Dette publique 2014	T1-2014	T2-2014	T3-2014	Cumul	Ecart T3-2014 / T2-2014	
					Valeur	%
Dette extérieure	25,51	28,92	33,25	87,68	4,33	15%
Principal	15,8	10,1	22,67	48,57	12,57	124%
Intérêt	9,71	18,8	10,59	39,10	-8,21	-44%
Dette intérieure	42,17	129,85	108,8	280,82	-21,05	-16%
Principal	32,14	114,4	85,83	232,37	-28,57	-25%
Intérêt	10,03	15,5	22,97	48,5	7,47	48%
Dette publique totale	67,68	158,77	142,05	368,50	-16,72	-11%

Graphique 2: Service de la dette publique au titre du 3em trimestre 2014 (en milliards)



- **Les dépenses de fonctionnement:** Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration centrale. Les niveaux d'exécution sont analysés en cumul au **30 Septembre 2014** et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le troisième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 248,973 milliards ; soit 66,12 % des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 214,175 milliards; soit 86,02 % des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 184,126 milliards ; soit 87% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge pour un montant de 28,35 milliards.
- ✚ Caisse d'avance à régulariser : 5,195 milliards.

Comparativement au troisième trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de fonctionnement est détaillée dans le tableau ci-dessous. Il montre une baisse du niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement pour lesquels le taux d'engagement a régressé de 13,98. Néanmoins, le taux de paiement s'est amélioré de 4,56 points.

Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

Niveau d'exécution	Trim.3 2013	Trim.3 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	80,10%	66,12%	-13,98%
taux de liquidation des engagements	78,70%	86,02%	7,32%
taux d'ordonnement des liquidations	99,50%	99,21%	-0,29%
taux de Paiement des ordonnancements	82,10%	86,66%	4,56%

- **Les transferts courants:** Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc...Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le troisième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 270,738 milliards, soit 86,54% des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 270,647milliards, soit 99,97% des engagements ;
- ✚ *Ordonnement* : 270,515 milliards, soit 99,95% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 267,46 milliards, soit 99% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 3,055 milliards ;
- ✚ *Caisse d'avance à régulariser* : 1,639 milliards.

En comparaison avec le deuxième trimestre 2014, le taux d'engagement est meilleur sur le troisième trimestre avec un écart de 27,84 points de pourcentage. Les taux de liquidation, d'ordonnancement et de paiement sont quasiment au même niveau entre les deux trimestres précédents de 2014.

Comparativement au troisième trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts courants est détaillée dans le tableau ci-dessous. Il montre une relative augmentation du niveau d'exécution des dépenses de transferts courants pour lesquels le taux d'engagement a augmenté de 5,74% points de pourcentage. De même, le niveau de paiement des ordonnancements a augmenté de 0,27 points de pourcentage.

Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

Niveau d'exécution	Trim.3 2013	Trim.3 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	80,80%	86,54%	5,74%
taux d'ordonnancement des engagements	100,00%	99,95%	-0,05%
taux de Paiement des ordonnancements	98,60%	98,87%	0,27%

II.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes :

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 576,999 milliards réparti entre les investissements exécutés par l'Etat pour un montant de 207,075 milliards et les transferts en capital pour un montant de 369,924 milliards. Elles ont été revues à la hausse par les reports de 2013 pour un montant total de 28,849 milliards réparti comme suit :

- ❖ *19,988 milliards de crédits non consommés sur la gestion 2013 et reportés sur celle de 2014;*
- ❖ *8,861 milliards pour les transferts en capital.*

Les dépenses en capital sont composées des investissements exécutés par l'Etat et des transferts en capital.

- **Les investissements exécutés par l'Etat :** Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le troisième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 128,692 milliards, 63,84% des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 95,905 milliards, soit 74,52% des engagements ;
- ✚ *Ordonnancement* : 95,192 milliards, soit 99,26% des liquidations ;
- ✚ *Paiement* : 81,355 milliards, soit 85% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 13,837 milliards;
- ✚ *Caisse d'avance à régulariser* : 1,234 milliards.

Par rapport au deuxième trimestre de 2014, tous les taux d'exécution ont fortement progressé. Le taux d'engagement du troisième trimestre a ainsi progressé de 10,44 points de pourcentage et le taux de liquidation de 10,82 points.

Comparativement au troisième trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des investissements exécutés par l'Etat est détaillée dans le tableau ci-dessous. Il montre une progression des taux de réalisation des investissements exécutés par l'Etat.

Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

Niveau d'exécution	Trim. 3 2013	Trim. 3 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	0,534	63,84%	10,44%
taux de liquidation des engagements	0,637	74,52%	10,82%
taux d'ordonnancement des liquidations	0,985	99,26%	0,76%
taux de Paiement des ordonnancements	0,646	85,00%	20,40%

- **Les transferts en capital** : Ils sont destinés aux investissements exécutés par les établissements publics, les agences et autres structures assimilées. Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le troisième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 243,165 milliards, soit 60,15 % des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 243,165 milliards, soit 100% des engagements ;
- ✚ *Ordonnancement* : 242,29 milliards, soit 99,64 % des liquidations;
- ✚ *Paiement* : 233,816 milliards, soit 97% des ordonnancements et des restes à payer d'un montant de 8,474 milliards ;
- ✚ *Caisse d'avance à régulariser* : 1,200 milliards.

Le taux d'engagement a augmenté de 18,5 points entre le troisième et le deuxième trimestre 2014. Les taux d'ordonnancement et de paiement restent quasiment au même niveau.

Comparativement au deuxième trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts en capital est détaillée dans le tableau ci-dessous. Il montre un repli du taux d'engagement des crédits et du taux de paiement des ordonnancements respectivement de 9,85 points et 2,40 points de pourcentage.

Cependant, les diligences dans l'ordonnancement des engagements ont été plus perceptibles pour le 1^{er} semestre de 2014 avec 100% de taux d'exécution que pour le même trimestre de 2013 où on a noté une forte baisse de 8 points de pourcentage.

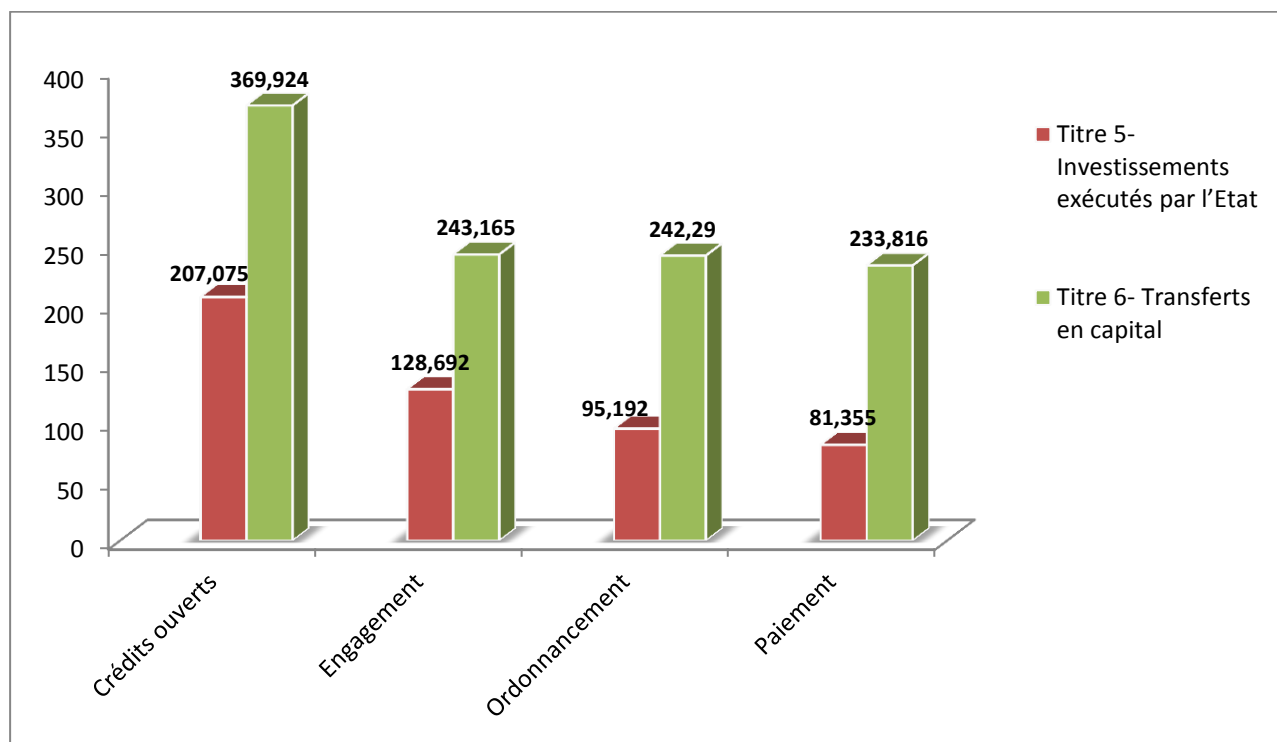
Il y a lieu de faire remarquer que le niveau d'exécution budgétaire appréciable des transferts en capital ne traduit pas nécessairement un bon niveau de réalisation des projets d'investissement dont l'exécution est confiée à des structures jouissant d'une autonomie de gestion. En effet, ces structures disposent de comptes de dépôt au niveau du Trésor, dans lesquels sont virés lesdits transferts. La mobilisation effective des montants virés dans ces comptes en vue de la réalisation des projets d'investissement pour lesquels ils sont destinés, peut intervenir au-delà de la période sous revue.

Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

Niveau d'exécution	Trim. 3 2013	Trim. 3 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	70,00%	60,15%	-9,85%
taux d'ordonnancement des engagements	100,00%	99,64%	-0,36%
taux de Paiement des ordonnancements	99,40%	97,00%	-2,40%

Le graphique ci-après fait état de la répartition des dépenses d'investissement, au troisième trimestre 2014, entre les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital. Il montre que les transferts en capital sont privilégiés par rapport aux investissements exécutés par l'Etat aussi bien au moment de la répartition initiale des crédits qu'en cours d'exécution budgétaire.

Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 30/09/2014



Le graphique de l'annexe 3 (page 22) permet de faire une comparaison des taux d'engagement global des crédits du budget général hors dette et hors personnel, par section au **30 septembre 2014**. Il montre une forte disparité dans la mobilisation des crédits.

A l'analyse de ce graphique, il apparaît que certaines institutions telles que le Conseil constitutionnel, le Conseil économique, social et environnemental, ou Ministères comme celui des Postes et des Télécommunications ou encore celui des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, entre autres ont atteint des niveaux d'exécution appréciables de leurs crédits variant entre 84 et 100%. Il en est tout autrement pour les Ministères du Renouveau urbain et de l'Habitat (25%), du Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat (48%), du Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (49%), Ministère de l'Elevage et des Productions animales (53%) et du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (55%) à la date du **30 septembre 2014** ont de faible taux d'exécution.

Tableau 8 : Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel

Titre	Engagement			Liquidation			Ordonnancement			Paiement		
	30/09/2013	30/09/2014	Ecart	30/09/2013	30/09/2014	Ecart	30/09/2013	30/09/2014	Ecart	30/09/2013	30/09/2014	Ecart
Titre 1- Dette publique	269,97	142,06	-127,91	269,97	142,06	-127,91	269,97	142,06	-127,91	269,97	142,06	-127,91
Titre 2- Dépenses de personnel	345,757	317,386	-28,371	345,757	317,386	-28,371	345,757	317,386	-28,371	345,757	317,386	-28,371
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	271,762	248,973	-22,789	213,993	214,175	0,182	213,01	212,481	-0,529	174,832	184,126	9,294
Titre 4- Transferts courants	266,571	270,738	4,167	266,571	270,647	4,076	266,571	270,515	3,944	262,815	267,46	4,645
Total dépenses ordinaires	1154,06	979,157	-174,903	1096,291	944,268	-152,023	1095,308	942,442	-152,866	1053,374	911,032	-142,342
Total dépenses ordinaires hors personnel	808,303	661,771	-146,532	750,534	626,882	-123,652	749,551	625,056	-124,495	707,617	593,646	-113,971
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	100,15	128,692	28,542	63,785	95,905	32,12	62,838	95,192	32,354	40,569	81,355	40,786
Titre 6- Transferts en capital	276,625	243,165	-33,46	276,625	243,165	-33,46	276,625	242,29	-34,335	274,994	233,816	-41,178
Total Investissement	376,775	371,857	-4,918	340,41	339,07	-1,34	339,463	337,482	-1,981	315,563	315,171	-0,392
TOTAL BUDGET GENERAL	1530,835	1351,014	-179,821	1436,701	1283,338	-153,363	1434,771	1279,924	-154,847	1368,937	1226,203	-142,734

II.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel payées au courant du troisième trimestre 2014 s'élèvent à un montant de 123,642 milliards contre 118,077 milliards pour le second trimestre ; soit une hausse de 5,56 milliards. Cette hausse est essentiellement due aux paiements au mois de Juillet des allocations faites, au début de chaque trimestre, au profit de l'Assemblée nationale et du Conseil économique social et environnemental.

En cumul au 30 septembre 2014, le montant total de la masse salariale se chiffre à 357,670 milliards, enregistrant ainsi une hausse de 3%, soit 11,913 milliards par rapport au montant payé à la même période pour l'année 2013.

Cette progression est la résultante de celles notées au premier trimestre pour 2,935 milliards et au deuxième trimestre pour 2,854 milliards comme le montre le tableau ci-après.

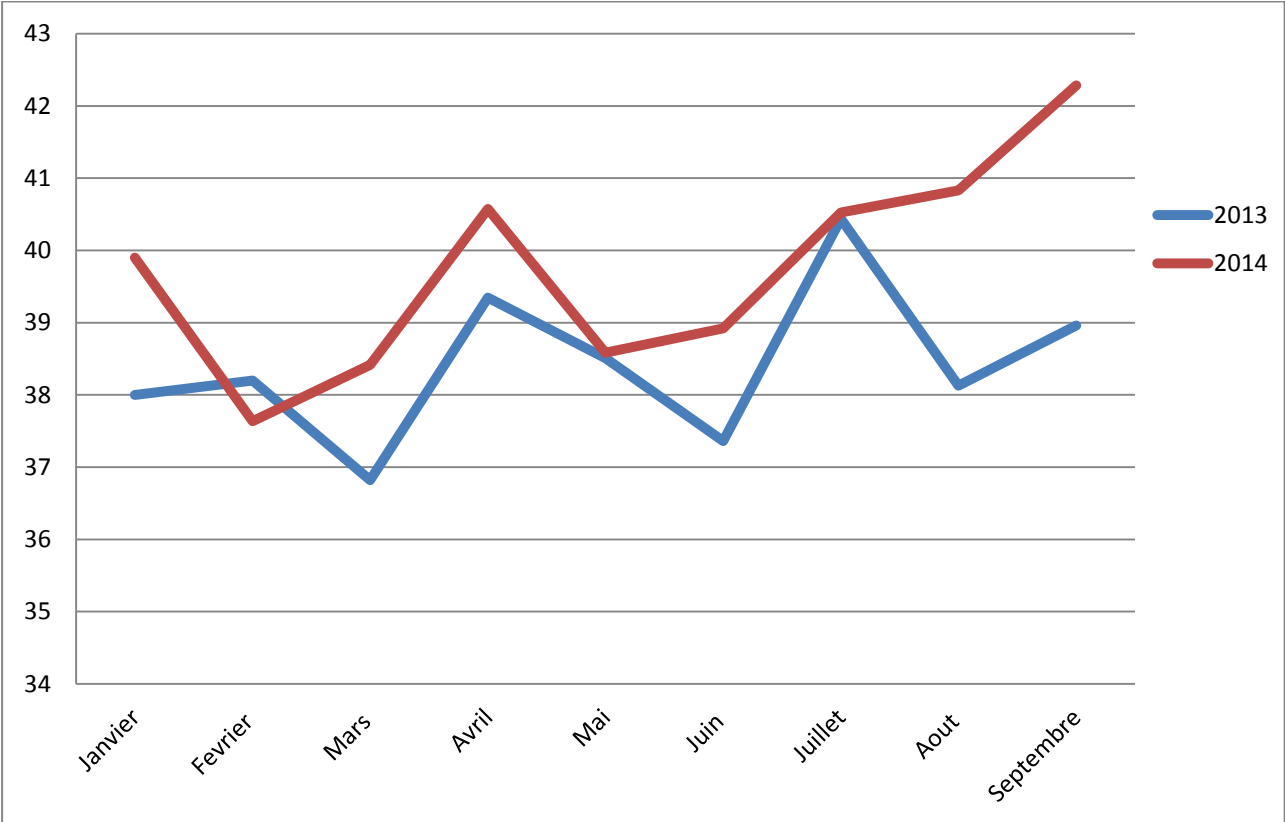
Tableau 8: Evolution de la masse salariale au troisième trimestre 2014 (en milliards)

Niveau d'exécution	2 013	2 014	Ecart
Trimestre 1	113,016	115,951	2,935
Trimestre 2	115,216	118,077	2,854
Trimestre 3	117,525	123,642	6,117
Cumul	345,757	357,670	11,913

Source : DSPRV/DGF/MEF

Néanmoins, l'exécution des dépenses de personnel de 2014 est nettement supérieure à celle de 2013 comme l'illustre le graphique ci-dessous avec les deux courbes d'évolution qui se superposent pour les six premiers mois.

Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2013 et de 2014 (en milliards)



III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

III.1 Les comptes d'affectation spéciale

III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 30 septembre 2014

Les recettes du Fonds national de retraite du troisième trimestre 2014 s'élèvent à 15,702 milliards, en baisse de 0,553 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen de cotisants est passé de 75 135 agents au deuxième trimestre à 73 928 agents au troisième trimestre, soit en moyenne 1 207 cotisants en moins entre les deux trimestres.

En cumul au 30 septembre 2014, les recettes du FNR sont arrêtées à 47,917 milliards, en baisse de 3,468 milliards en valeur absolue et 6,7% en valeur relative par rapport à la même période de 2013.

Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants du 3^{iem} trimestre 2014

Période	Montant (milliards)	Nombre moyen de cotisants
Trimestre 1	15,96	73 589
Trimestre 2	16,255	75 135
Trimestre 3	15,702	73 928
Ecart T3/T2	-0,553	-1 207
Cumul	47,917	73 928

➤ Les dépenses du FNR au 30 septembre 2014

Les dépenses du fonds national de retraite du troisième trimestre 2014 s'élèvent à un montant de 18,839 milliards, en hausse de 258 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen d'allocataires est passé de 58 216 pensionnés au deuxième trimestre 2014 à 59 029 au troisième trimestre, soit 813 nouveaux allocataires en moyenne entre les deux trimestres.

En cumul au 30 septembre 2014, les dépenses du FNR se chiffrent à 55,582 milliards contre 51,385 milliards, en progression de 4,197 milliards en valeur absolue et 8,2% en valeur relative par rapport à la même période de 2013.

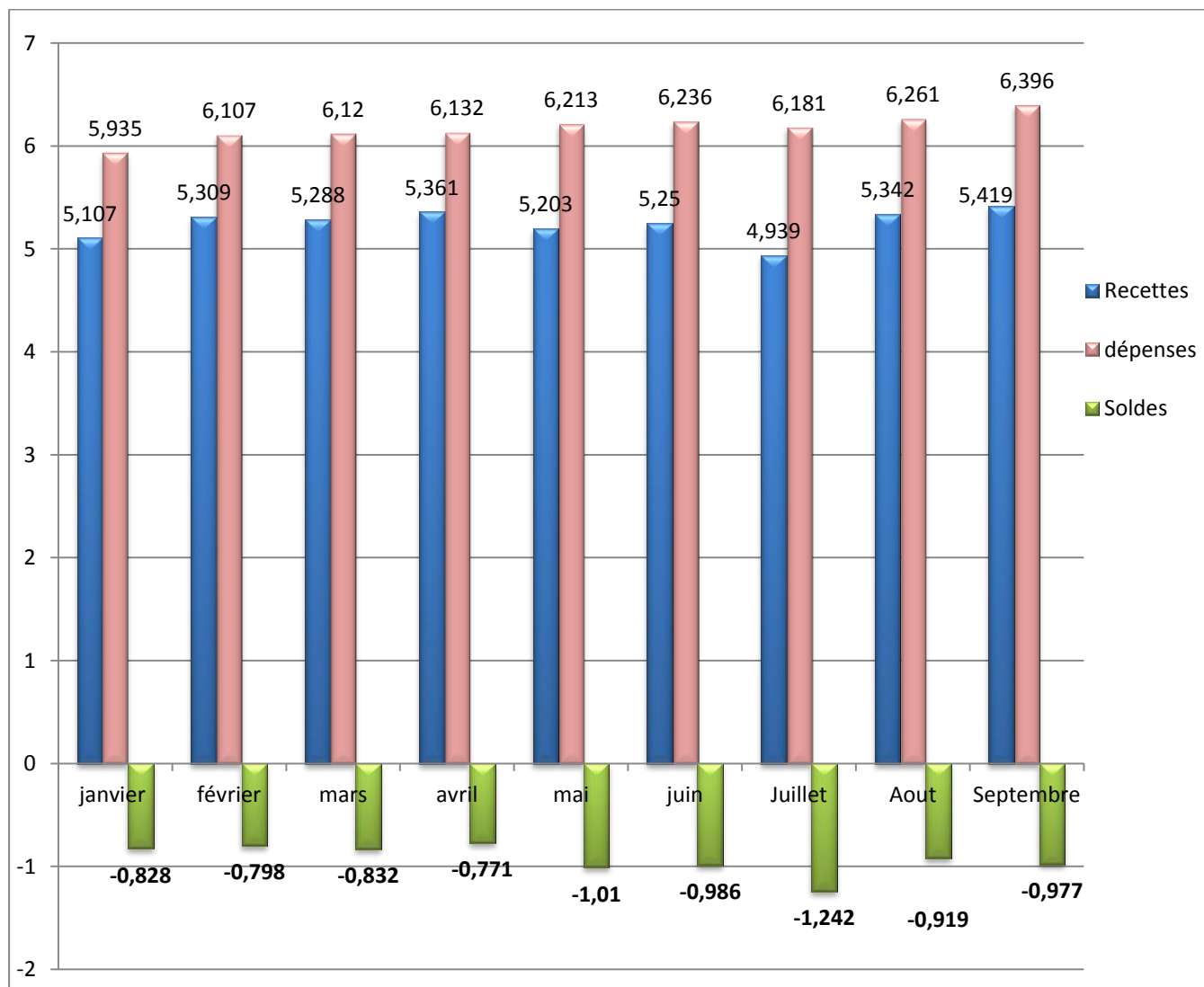
Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires du 3^{em} trimestre 2014

Période	Montant (milliards)	Nombre moyen d'allocataires
Trimestre 1	18,162	57 277
Trimestre 2	18,581	58 216
Trimestre 3	18,839	59 029
Ecart		813
Cumul	55,582	59 029

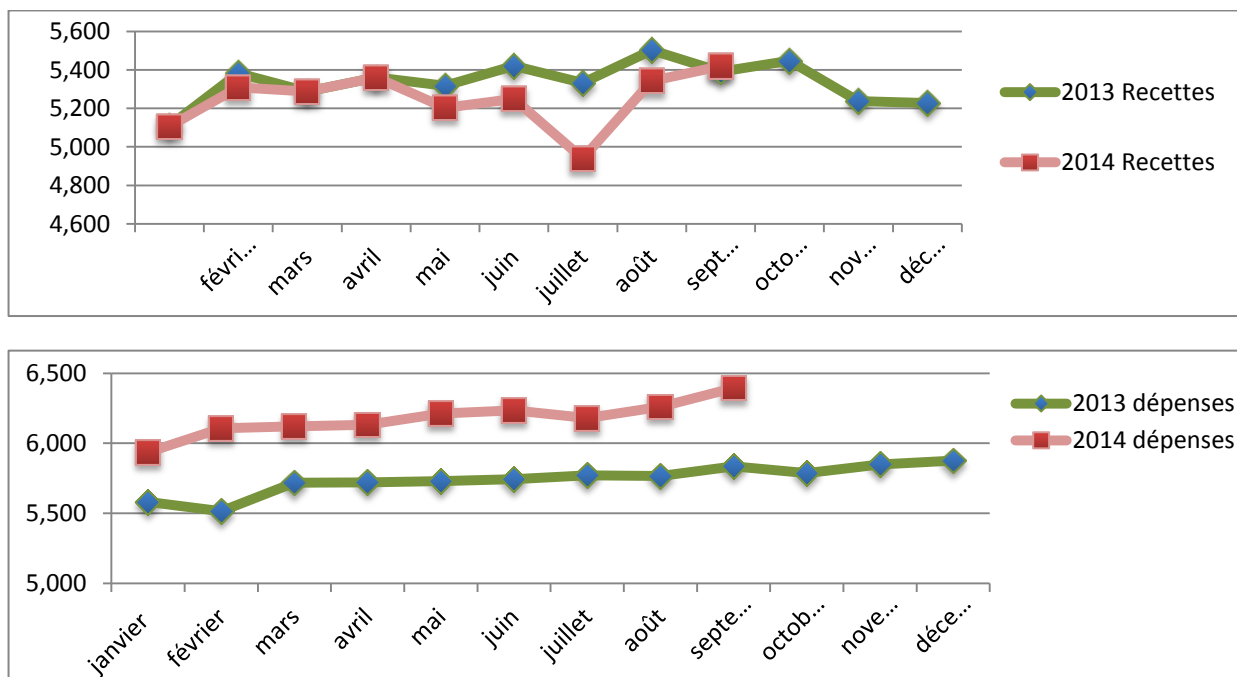
➤ **Solde du FNR au 30 septembre 2014**

Les recettes du FNR au 30 septembre 2014 s'élèvent à un montant de **47,917 milliards** tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à **55,582 milliards**. L'excédent des dépenses sur les recettes constaté au cours de cette période est de **7,665 milliards**, soit en **moyenne un déficit mensuel de 852 millions**.

Graphique 5: Situation du FNR au 3em trimestre 2014 (en milliards)



Graphique 6 : Evolutions comparées des dépenses et des recettes du FNR de 2013 et de 2014 (en milliards)



III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 30 septembre 2014, de l'ordre de **954,493** millions dont 160,086 millions pour frais de contrôle des sociétés à participation publique et 794,407 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport à la même période 2013, ces recettes étaient estimées à **1,234 milliards** tirées essentiellement du fonds de lutte contre les incendies et de la Caisse d'Encouragement à la Pêche ; soit une baisse de 299 501 269 millions par rapport à 2014.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 599,547 millions au même moment, soit un solde excédentaire au terme du troisième trimestre 354, 185millions.

III.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industriel et commercial » n'a enregistré ni dépenses ni recettes à fin septembre 2014.

III.3 Les comptes de prêts

Globalement, les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 3,364 milliards. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 9,744 milliards pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations de l'année, les comptes de prêts restent déficitaires de **6,379 milliards**.

III.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

III.5 Les comptes de garanties et d'avaux

Les comptes de garanties et d'avaux sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 30/09/2014 (en milliards)

Nature de la recette	Prévision LFI 2014	Réalisation au trim. 2	Réalisation n T3	Cumul des réalisations au 30 septembre 2014	Taux de recouvrement
071 RECETTES FISCALES					
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	171,2	145,5	14,464	159,955	93,43%
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	266,1	114,6	58,519	173,091	65,05%
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	437,3	260,1	72,983	333,046	76,16%
713 impôts sur le patrimoine	21,6	14,3	5,679	20,02	92,69%
714 Autres impôts directs	1	0,1	0,047	0,18	18,00%
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	459,9	274,5	78,709	353,246	76,81%
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	805,1	329,3	183,570	512,845	63,70%
716 Droits de timbre et d'enregistrement	37,2	12,8	8,097	20,921	56,24%
717 Droits et taxes à l'importation	236,4	95,808	60,390	156,198	66,07%
719 Autres recettes fiscales	22,4	34,1	7,378	41,442	185,01%
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1101,1	472,0	259,435	731,406	66,43%
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1561	746,5	338,144	1084,652	69,48%
072 RECETTES NON FISCALES			0,000		
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	13	7,0	8,874	15,877	122,13%
722 Droits et frais administratifs	0,1	0,7	0,974	1,696	1696,00%
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0,1	0,1	0,724	0,792	792,00%
724 Produits financiers	56,8	14,9	28,863	43,805	77,12%
729 Autres recettes non fiscales	2	0,9	0,048	0,983	49,15%
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	72	23,7	39,483	63,153	87,71%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1633	770,2	377,627	1147,805	70,29%
74 Dons budgétaires	42		24,382	24,382	58,05%
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59	26,2	10,606	36,768	62,32%
14 Emission de bons du Trésor	136,39	67,9	40,020	107,942	79,14%
17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations)	358,02	103,1	100,000	203,061	56,72%
29 Remboursement Prêts rétrocédés	3	0,0	0,003	0,021	0,70%
16 Emprunt Programme	50		0,000		0,00%
Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 14-17-29-16)	648,41	197,2	175,011	372,174	57,40%
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	2281,41	967,3	552,638	1519,979	66,62%
Recettes externes non assignées au Trésor					
12 Dons Projet et legs	181		0,000		0,00%
15 Tirage sur Emprunt projets	184		0,000		0,00%
Total Recettes externes non assignées au Trésor (12 - 15)	365	0,0	0,000	0	0,00%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2646,41	967,3	552,638	1519,979	57,44%

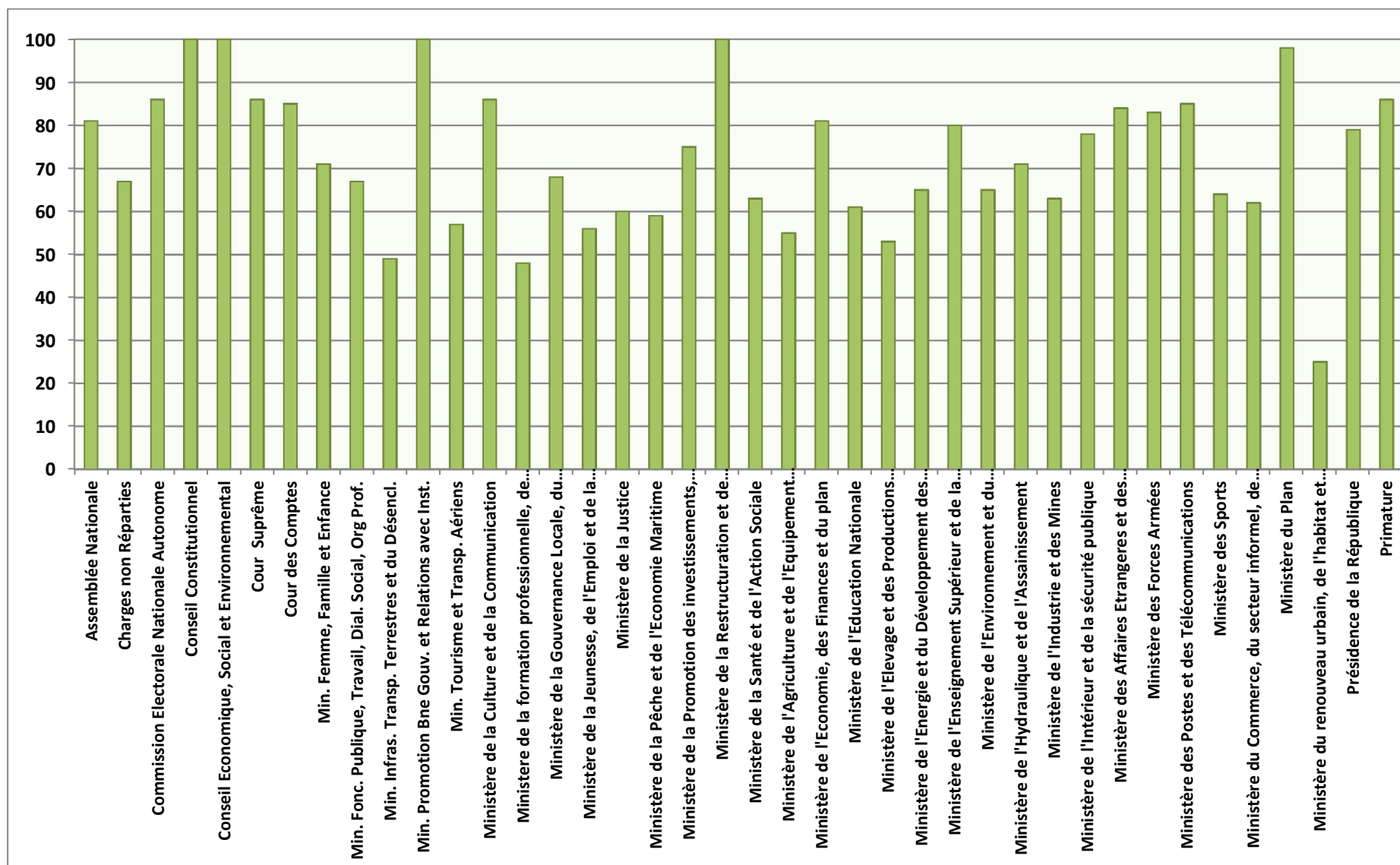
Sources : DGCPT

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2014 en FCFA

LIBELLES	Cumulé au 30 septembre 2014		
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	47 916 627 408	55 581 517 625	-7 664 890 217
96.102 Frais de cont. des Stes à participation publique	160 086 085	76 365 673	83 720 412
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	794 407 646	523 181 873	271 225 773
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	0	0	0
Sous-total	48 871 121 139	56 181 065 171	-7 309 944 032
Comptes de commerce	0	0	
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.			
Sous-total	-	-	-
Comptes de prêts	0	0	
96.503 Prêts aux collectivités locales	0	0	
96.507 Prêts aux particuliers	3 364 777 981	9 744 144 754	-6 379 366 773
Sous-total	3 364 777 981	9 744 144 754	-6 379 366 773
Comptes d'avances			
96.605 Avances aux collectivités locales			
Sous-total			
Total CST	52 235 899 120	65 925 209 925	-13 689 310 805

Sources : DGCPT sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 septembre 2014 (hors dette et hors personnel)





SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
21 - Présidence de la République	38 387 988 000	0	10 263 664 460	1 000 000 000	49 651 652 460	39 761 278 680	9 890 373 780	39 266 686 429	79	38 655 779 349	38 431 732 484	77	38 103 429 816	35 525 653 206	2 577 776 610
Dépenses de fonctionnement	9 197 538 000	0	959 471 460	0	10 157 009 460	8 703 753 431	1 453 256 029	8 250 416 528	81	7 810 558 282	7 756 212 792	76	7 447 598 792	4 945 283 890	2 502 314 902
Transferts courants	13 066 342 000	0	6 763 693 000	0	19 830 035 000	19 275 534 500	554 500 500	19 275 534 500	97	19 275 534 500	19 275 534 500	97	19 275 534 500	19 275 534 500	0
Investissements exécutés par l'état	1 948 108 000	0	1 750 500 000	0	3 698 608 000	719 210 116	2 979 397 884	685 261 782	19	530 975 846	463 268 671	13	451 265 671	375 803 963	75 461 708
Transfert en capital	13 966 000 000	0	650 000 000	1 000 000 000	15 616 000 000	10 950 000 000	4 666 000 000	10 950 000 000	70	10 950 000 000	10 850 000 000	69	10 850 000 000	10 850 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	0	140 000 000	0	350 000 000	112 780 633	237 219 367	105 473 619	30	88 710 721	86 716 521	25	79 030 853	79 030 853	0
22 - Assemblée Nationale	8 415 506 000	0	29 000 000	0	8 444 506 000	6 863 695 600	1 580 810 400	6 863 695 600	81	6 863 695 600	6 863 695 600	81	6 863 695 600	6 863 695 600	0
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	0	0	7 468 345 000	6 266 195 600	1 202 149 400	6 266 195 600	84	6 266 195 600	6 266 195 600	84	6 266 195 600	6 266 195 600	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	67 500 000	23 661 000	67 500 000	74	67 500 000	67 500 000	74	67 500 000	67 500 000	0
Transfert en capital	856 000 000	0	29 000 000	0	885 000 000	530 000 000	355 000 000	530 000 000	60	530 000 000	530 000 000	60	530 000 000	530 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	2 680 983 000	420 000 000	2 680 983 000	86	2 680 983 000	2 680 983 000	86	2 680 983 000	2 540 983 000	140 000 000
Transferts courants	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	2 680 983 000	420 000 000	2 680 983 000	86	2 680 983 000	2 680 983 000	86	2 680 983 000	2 540 983 000	140 000 000
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	2 752 087 000	0	0	0	2 752 087 000	2 752 087 000	0	2 752 087 000	100	2 752 087 000	2 752 087 000	100	2 752 087 000	2 752 087 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 655 000 000	0	0	0	1 655 000 000	1 655 000 000	0	1 655 000 000	100	1 655 000 000	1 655 000 000	100	1 655 000 000	1 655 000 000	0
Transferts courants	347 087 000	0	0	0	347 087 000	347 087 000	0	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	172 370 000	0	0	0	172 370 000	172 000 000	370 000	172 000 000	100	172 000 000	172 000 000	100	172 000 000	172 000 000	0
Dépenses de fonctionnement	128 370 000	0	0	0	128 370 000	128 000 000	370 000	128 000 000	100	128 000 000	128 000 000	100	128 000 000	128 000 000	0
Transfert en capital	44 000 000	0	0	0	44 000 000	44 000 000	0	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	0
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	0	0	0	1 067 933 000	915 956 000	151 977 000	915 956 000	86	915 956 000	915 956 000	86	915 956 000	915 956 000	0
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	915 956 000	0	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé	Reste à Payer
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)	
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	1 288 952 000	0	0	0	1 288 952 000	1 116 676 952	172 275 048	1 091 676 952	85	1 020 350 661	1 020 350 661	79	1 016 824 661	1 016 824 661	0	
Dépenses de fonctionnement	263 952 000	0	0	0	263 952 000	168 958 752	94 993 248	163 958 752	62	120 350 661	120 350 661	46	116 824 661	116 824 661	0	
Transferts courants	900 000 000	0	0	0	900 000 000	900 000 000	0	900 000 000	100	900 000 000	900 000 000	100	900 000 000	900 000 000	0	
Investissements executés par l'état	125 000 000	0	0	0	125 000 000	47 718 200	77 281 800	27 718 200	22	0	0	0	0	0	0	
30 - Primature	18 661 249 000	0	3 450 000 000	0	22 111 249 000	19 682 526 247	2 428 722 753	19 018 378 190	86	18 699 976 062	18 656 842 826	84	18 215 275 128	18 047 460 480	167 814 648	
Dépenses de fonctionnement	3 416 874 000	0	0	0	3 416 874 000	3 369 928 024	46 945 976	2 805 779 967	82	2 693 679 999	2 657 771 903	78	2 619 204 205	2 523 719 037	95 485 168	
Transferts courants	4 197 375 000	0	150 000 000	0	4 347 375 000	4 283 935 000	63 440 000	4 183 935 000	96	4 183 935 000	4 183 935 000	96	4 180 935 000	4 125 935 000	55 000 000	
Investissements executés par l'état	650 000 000	0	0	0	650 000 000	419 163 223	230 836 777	419 163 223	64	212 861 063	205 635 923	32	205 635 923	188 306 443	17 329 480	
Transfert en capital	10 397 000 000	0	3 300 000 000	0	13 697 000 000	11 609 500 000	2 087 500 000	11 609 500 000	85	11 609 500 000	11 609 500 000	85	11 209 500 000	11 209 500 000	0	
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	33 960 555 000	0	2 945 300 000	0	36 905 855 000	32 473 181 311	4 432 673 689	30 858 446 980	84	7 526 208 793	7 523 708 963	20	7 523 708 963	7 425 361 016	98 347 947	
Dépenses de fonctionnement	21 969 921 000	0	2 345 300 000	0	24 315 221 000	21 900 182 364	2 415 038 636	21 455 263 996	10	2 158 311 377	2 158 311 377	9	2 158 311 377	2 062 463 260	95 848 117	
Transferts courants	5 710 634 000	0	450 000 000	0	6 160 634 000	5 921 736 567	238 897 433	4 754 975 624	76	4 664 225 800	4 664 225 800	76	4 664 225 800	4 664 225 800	0	
Investissements executés par l'état	4 980 000 000	0	0	0	4 980 000 000	3 851 262 380	1 128 737 620	3 848 207 360	1	53 671 616	51 171 786	1	51 171 786	48 671 956	2 498 830	
Transfert en capital	1 300 000 000	0	150 000 000	0	1 450 000 000	800 000 000	650 000 000	800 000 000	45	650 000 000	650 000 000	45	650 000 000	650 000 000	0	
32 - Ministère des Forces Armées	51 635 375 000	0	3 187 375 039	1 655 933 663	56 478 683 702	47 150 831 749	9 327 851 953	46 874 527 687	83	43 417 166 470	43 415 016 575	77	42 961 031 326	35 710 978 316	7 250 053 010	
Dépenses de fonctionnement	23 575 688 000	0	2 025 000 000	0	25 600 688 000	22 153 037 793	3 447 650 207	22 002 197 917	84	20 606 466 341	20 604 316 446	80	20 251 209 798	18 146 572 678	2 104 637 120	
Transferts courants	2 359 687 000	0	0	0	2 359 687 000	1 928 116 900	431 570 100	1 928 116 900	82	1 928 116 900	1 928 116 900	82	1 928 116 900	1 881 088 200	47 028 700	
Investissements executés par l'état	24 686 000 000	0	917 375 039	1 655 933 663	27 259 308 702	21 970 677 056	5 288 631 646	21 845 212 870	80	19 783 583 229	19 783 583 229	73	19 682 704 628	14 739 317 438	4 943 387 190	

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	864 000 000	0	245 000 000	0	1 109 000 000	1 099 000 000	10 000 000	1 099 000 000	99	1 099 000 000	1 099 000 000	99	1 099 000 000	944 000 000	155 000 000
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	29 750 214 000	0	3 585 000 000	2 938 167 173	36 273 381 173	29 769 039 285	6 504 341 888	28 267 264 857	78	21 800 894 547	20 652 272 048	57	19 116 225 479	17 175 362 126	1 940 863 353
Dépenses de fonctionnement	10 450 214 000	0	2 975 000 000	0	13 425 214 000	10 842 512 696	2 582 701 304	9 428 725 886	61	7 801 364 047	6 748 653 698	50	5 936 942 483	4 382 072 642	1 554 869 841
Transferts courants	4 000 000 000	0	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000	0	4 000 000 000	100	4 000 000 000	4 000 000 000	100	4 000 000 000	4 000 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	13 280 000 000	0	50 000 000	2 938 167 173	16 268 167 173	13 288 925 091	2 979 242 082	13 200 937 473	81	8 361 929 002	8 266 016 852	51	7 557 562 998	7 171 569 486	385 993 512
Transfert en capital	1 820 000 000	0	560 000 000	0	2 380 000 000	1 579 700 000	800 300 000	1 579 700 000	66	1 579 700 000	1 579 700 000	66	1 579 700 000	1 579 700 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000	0	0	0	200 000 000	57 901 498	142 098 502	57 901 498	29	57 901 498	57 901 498	29	42 019 998	42 019 998	0
34 - Ministère de la Justice	11 286 829 000	0	500 000 000	162 311 691	11 949 140 691	7 683 244 591	4 265 896 100	7 203 834 875	60	6 085 759 233	6 060 643 078	51	5 840 833 324	5 270 252 126	570 581 198
Dépenses de fonctionnement	5 842 967 000	0	400 000 000	0	6 242 967 000	4 670 839 931	1 572 127 069	4 266 099 435	66	3 605 747 644	3 581 999 489	57	3 473 507 735	3 060 549 629	412 958 106
Transferts courants	1 443 862 000	0	100 000 000	0	1 543 862 000	1 407 292 000	136 570 000	1 407 292 000	91	1 407 292 000	1 405 924 000	91	1 405 924 000	1 404 556 000	1 368 000
Investissements exécutés par l'état	3 600 000 000	0	0	162 311 691	3 762 311 691	1 551 112 660	2 211 199 031	1 476 443 440	39	1 018 719 589	1 018 719 589	27	907 401 589	751 146 497	156 255 092
Transfert en capital	400 000 000	0	0	0	400 000 000	54 000 000	346 000 000	54 000 000	14	54 000 000	54 000 000	14	54 000 000	54 000 000	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des	2 011 079 000	0	-474 422 960	63 828 995	1 600 485 035	1 141 992 565	458 492 470	1 067 992 565	67	995 976 600	995 976 600	62	995 976 600	982 016 493	13 960 107
Dépenses de fonctionnement	476 159 000	0	-63 668 275	0	412 490 725	238 821 710	173 669 015	214 821 710	52	189 618 269	189 618 269	46	189 618 269	181 646 562	7 971 707
Transferts courants	254 920 000	0	-80 765 000	0	174 155 000	174 155 000	0	124 155 000	71	124 155 000	124 155 000	71	124 155 000	124 155 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 120 000 000	0	-259 989 685	63 828 995	923 839 310	639 015 855	284 823 455	639 015 855	69	592 203 331	592 203 331	64	592 203 331	586 214 931	5 988 400
Transfert en capital	160 000 000	0	-70 000 000	0	90 000 000	90 000 000	0	90 000 000	100	90 000 000	90 000 000	100	90 000 000	90 000 000	0
37 - Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations	0	0	749 670 703	0	749 670 703	196 862 197	552 808 506	190 360 987	25	135 430 226	81 912 366	11	80 075 262	72 900 094	7 175 168
Dépenses de fonctionnement	0	0	90 731 279	0	90 731 279	41 656 994	49 074 285	41 656 994	46	14 344 768	10 876 634	12	9 039 530	2 333 704	6 705 826

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé	Reste à Payer
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)	
Transferts courants		0	0	109 920 000	0	109 920 000	76 600 000	33 320 000	76 600 000	70	76 600 000	40 000 000	36	40 000 000	40 000 000	0
Investissements exécutés par l'état		0	0	479 019 424	0	479 019 424	78 605 203	400 414 221	72 103 993	15	44 485 458	31 035 732	6	31 035 732	30 566 390	469 342
Transfert en capital		0	0	70 000 000	0	70 000 000	0	70 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la		0	0	899 642 167	0	899 642 167	106 572 682	793 069 485	35 322 682	4	17 424 729	7 742 887	1	7 742 887	7 307 887	435 000
Dépenses de fonctionnement		0	0	428 212 721	0	428 212 721	81 842 953	346 369 768	10 592 953	2	595 000	595 000	0	595 000	160 000	435 000
Investissements exécutés par l'état		0	0	471 429 446	0	471 429 446	24 729 729	446 699 717	24 729 729	5	16 829 729	7 147 887	2	7 147 887	7 147 887	0
40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		7 590 765 000	0	-1 249 952	490 939 787	8 080 454 835	4 875 860 712	3 204 594 123	4 860 384 872	60	4 230 084 765	4 098 129 497	51	4 037 775 468	3 946 148 517	91 626 951
Dépenses de fonctionnement		557 318 000	0	-1 249 952	0	556 068 048	283 601 264	272 466 784	283 451 264	51	246 486 246	240 731 681	43	233 801 123	216 698 298	17 102 825
Transferts courants		183 447 000	0	0	0	183 447 000	178 791 000	4 656 000	178 791 000	97	178 791 000	178 791 000	97	177 821 000	177 821 000	0
Investissements exécutés par l'état		3 472 400 000	0	0	490 939 787	3 963 339 787	2 405 870 023	1 557 469 764	2 404 543 703	61	1 907 483 647	1 831 282 944	46	1 794 471 472	1 729 700 916	64 770 556
Transfert en capital		2 427 600 000	0	0	0	2 427 600 000	1 358 500 000	1 069 100 000	1 358 500 000	56	1 358 500 000	1 308 500 000	54	1 308 500 000	1 308 500 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor		950 000 000	0	0	0	950 000 000	649 098 425	300 901 575	635 098 905	67	538 823 872	538 823 872	57	523 181 873	513 428 303	9 753 570
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du		82 331 220 000	0	3 287 897 000	1 800 000 000	87 419 117 000	42 831 219 680	44 587 897 320	42 795 215 830	49	42 705 461 479	42 705 461 479	49	42 704 228 292	42 698 926 222	5 302 070
Dépenses de fonctionnement		385 220 000	0	-137 103 000	0	248 117 000	169 131 917	78 985 083	163 131 917	66	156 193 961	156 193 961	63	154 960 774	149 783 704	5 177 070
Investissements exécutés par l'état		3 500 000 000	0	0	0	3 500 000 000	339 378 163	3 160 621 837	309 374 313	9	226 557 918	226 557 918	6	226 557 918	226 432 918	125 000
Transfert en capital		78 446 000 000	0	3 425 000 000	1 800 000 000	83 671 000 000	42 322 709 600	41 348 290 400	42 322 709 600	51	42 322 709 600	42 322 709 600	51	42 322 709 600	42 322 709 600	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural		67 574 576 000	0	0	714 859 033	68 289 435 033	37 483 607 468	30 805 827 565	37 431 242 000	55	36 906 398 319	36 906 373 586	54	36 801 390 785	35 846 804 044	954 586 741
Dépenses de fonctionnement		1 167 450 000	0	0	0	1 167 450 000	722 615 438	444 834 562	722 253 438	62	672 367 505	672 342 772	58	653 349 816	606 535 545	46 814 271
Transferts courants		6 807 126 000	0	0	0	6 807 126 000	6 479 672 500	327 453 500	6 479 672 500	95	6 479 672 500	6 479 672 500	95	6 479 672 500	6 310 197 000	169 475 500
Investissements exécutés par l'état		5 045 000 000	0	0	714 859 033	5 759 859 033	2 103 880 178	3 655 978 855	2 051 876 710	36	1 576 918 962	1 576 918 962	27	1 490 929 117	1 339 081 118	151 847 999

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	54 555 000 000	0	0	0	54 555 000 000	28 177 439 352	26 377 560 648	28 177 439 352	52	28 177 439 352	28 177 439 352	52	28 177 439 352	27 590 990 381	586 448 971
43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	149 327 956 231	0	5 471 481 211	6 440 558 098	161 239 995 540	73 990 147 606	87 249 847 934	72 360 948 109	45	67 905 411 233	66 998 353 033	42	64 738 402 805	62 124 790 557	2 613 612 248
Dépenses de fonctionnement	11 276 140 451	0	798 446 291	0	12 074 586 742	7 088 972 225	4 985 614 517	6 849 914 415	57	5 657 160 352	5 341 055 672	44	5 188 019 835	5 015 666 506	172 353 329
Transferts courants	1 871 840 780	0	689 260 000	0	2 561 100 780	1 871 840 780	689 260 000	1 871 840 780	73	1 871 840 780	1 871 840 780	73	1 871 840 780	1 871 840 780	0
Investissements exécutés par l'état	27 128 975 000	0	1 128 102 265	2 664 680 753	30 921 758 018	33 241 865 488	-2 320 107 470	33 052 434 426	107	29 789 651 613	29 773 698 093	96	29 219 502 476	28 273 743 557	945 758 919
Transfert en capital	24 951 000 000	0	2 855 672 655	3 775 877 345	31 582 550 000	22 042 958 503	9 539 591 497	20 842 247 878	66	20 842 247 878	20 267 247 878	64	18 714 894 960	18 714 894 960	0
Comptes Spéciaux du Trésor	84 100 000 000	0	0	0	84 100 000 000	9 744 510 610	74 355 489 390	9 744 510 610	12	9 744 510 610	9 744 510 610	12	9 744 144 754	8 248 644 754	1 495 500 000
44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies	25 665 638 000	0	3 525 877 345	257 862 522	29 449 377 867	19 898 276 109	9 551 101 758	19 286 917 689	65	19 240 516 807	19 240 516 807	65	19 217 308 545	18 242 794 201	974 514 344
Dépenses de fonctionnement	146 556 000	0	0	0	146 556 000	47 907 571	98 648 429	47 907 571	33	35 000 924	35 000 924	24	34 501 666	34 501 666	0
Transferts courants	7 533 082 000	0	0	0	7 533 082 000	6 632 004 461	901 077 539	6 632 004 461	88	6 632 004 461	6 632 004 461	88	6 632 004 461	5 794 744 339	837 260 122
Investissements exécutés par l'état	1 205 000 000	0	0	57 862 522	1 262 862 522	1 008 364 077	254 498 445	397 005 657	31	363 511 422	363 511 422	29	340 802 418	203 548 196	137 254 222
Transfert en capital	16 781 000 000	0	3 525 877 345	200 000 000	20 506 877 345	12 210 000 000	8 296 877 345	12 210 000 000	60	12 210 000 000	12 210 000 000	60	12 210 000 000	12 210 000 000	0
45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la	6 665 398 000	0	-165 000 000	151 623 246	6 652 021 246	4 132 627 103	2 519 394 143	4 101 098 622	62	4 046 660 288	4 010 887 719	60	3 908 205 923	3 884 011 628	24 194 295
Dépenses de fonctionnement	419 916 000	0	0	0	419 916 000	295 899 902	124 016 098	292 809 919	70	269 097 420	251 304 351	60	245 426 085	227 231 790	18 194 295
Transferts courants	1 645 482 000	0	-165 000 000	0	1 480 482 000	1 193 659 000	286 823 000	1 193 659 000	81	1 193 659 000	1 193 659 000	81	1 193 659 000	1 193 659 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 655 000 000	0	0	151 623 246	1 806 623 246	673 068 201	1 133 555 045	644 629 703	36	613 903 868	595 924 368	33	499 120 838	493 120 838	6 000 000
Transfert en capital	2 945 000 000	0	0	0	2 945 000 000	1 970 000 000	975 000 000	1 970 000 000	67	1 970 000 000	1 970 000 000	67	1 970 000 000	1 970 000 000	0
46 - Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	8 138 448 000	0	9 425 367 122	1 349 020 132	18 912 835 254	4 662 636 420	14 250 198 834	4 657 698 405	25	4 556 169 419	4 556 169 419	24	4 538 247 400	4 480 941 310	57 306 090
Dépenses de fonctionnement	523 448 000	0	8 784 821	0	532 232 821	279 262 008	252 970 813	274 323 993	52	231 439 348	231 439 348	43	221 573 349	213 148 327	8 425 022
Transferts courants	15 000 000	0	14 000 000	0	29 000 000	15 000 000	14 000 000	15 000 000	52	15 000 000	15 000 000	52	15 000 000	15 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	2 116 000 000	0	102 582 301	199 020 132	2 417 602 433	467 374 412	1 950 228 021	467 374 412	19	408 730 071	408 730 071	17	400 674 051	351 792 983	48 881 068
Transfert en capital	5 484 000 000	0	9 300 000 000	1 150 000 000	15 934 000 000	3 901 000 000	12 033 000 000	3 901 000 000	24	3 901 000 000	3 901 000 000	24	3 901 000 000	3 901 000 000	0
47 - Ministère de l'Industrie et des Mines	3 357 636 000	0	-50 000 000	0	3 307 636 000	2 099 662 774	1 207 973 226	2 099 109 354	63	1 942 792 403	1 906 306 193	58	1 896 299 174	1 870 247 899	26 051 275
Dépenses de fonctionnement	235 716 000	0	0	0	235 716 000	140 871 670	94 844 330	140 318 250	60	133 024 604	131 759 604	56	124 844 913	115 814 736	9 030 177
Transferts courants	917 920 000	0	0	0	917 920 000	715 291 250	202 628 750	715 291 250	78	715 291 250	715 291 250	78	715 291 250	715 291 250	0
Investissements exécutés par l'état	1 622 000 000	0	-50 000 000	0	1 572 000 000	784 499 854	787 500 146	784 499 854	50	635 476 549	600 255 339	38	597 163 011	580 141 913	17 021 098
Transfert en capital	582 000 000	0	0	0	582 000 000	459 000 000	123 000 000	459 000 000	79	459 000 000	459 000 000	79	459 000 000	459 000 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	10 363 978 000	0	137 103 000	8 233 300	10 509 314 300	6 141 810 680	4 367 503 620	5 943 687 680	57	5 886 901 660	5 881 894 705	56	5 876 898 128	5 855 798 900	21 099 228
Dépenses de fonctionnement	193 101 000	0	137 103 000	0	330 204 000	218 639 080	111 564 920	101 941 080	31	90 508 350	90 508 350	27	87 626 156	83 492 456	4 133 700
Transferts courants	1 020 877 000	0	0	0	1 020 877 000	915 377 000	105 500 000	915 377 000	90	915 377 000	915 377 000	90	915 377 000	915 377 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 298 000 000	0	0	8 233 300	1 306 233 300	730 794 600	575 438 700	649 369 600	50	604 016 310	599 009 355	46	596 894 972	579 929 444	16 965 528
Transfert en capital	7 852 000 000	0	0	0	7 852 000 000	4 277 000 000	3 575 000 000	4 277 000 000	54	4 277 000 000	4 277 000 000	54	4 277 000 000	4 277 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	148 400 241 000	0	0	2 954 159 643	151 354 400 643	92 692 739 101	58 661 661 542	92 448 584 868	61	83 882 160 579	83 854 172 424	55	82 601 752 813	69 223 941 465	13 377 811 348
Dépenses de fonctionnement	121 982 836 000	0	0	0	121 982 836 000	76 405 703 616	45 577 132 384	76 165 218 133	10	74 000 647 173	73 972 659 018	61	73 313 920 433	60 966 676 690	12 347 243 743
Transferts courants	2 017 405 000	0	0	0	2 017 405 000	1 897 736 940	119 668 060	1 897 736 940	94	1 897 736 940	1 897 736 940	94	1 897 736 940	1 897 736 940	0
Investissements exécutés par l'état	17 755 000 000	0	0	2 954 159 643	20 709 159 643	13 809 298 545	6 899 861 098	13 805 629 795	67	7 403 776 466	7 403 776 466	36	6 810 095 440	5 779 527 835	1 030 567 605
Transfert en capital	6 645 000 000	0	0	0	6 645 000 000	580 000 000	6 065 000 000	580 000 000	9	580 000 000	580 000 000	9	580 000 000	580 000 000	0
52 - Ministère des Sports	6 262 515 000	0	545 519 117	334 816 095	7 142 850 212	4 810 451 794	2 332 398 418	4 606 050 494	64	3 491 626 634	3 456 576 396	48	3 382 570 369	2 785 846 910	596 723 459
Dépenses de fonctionnement	1 919 240 000	0	455 519 117	0	2 374 759 117	2 078 931 611	295 827 506	1 874 530 311	79	1 776 801 786	1 741 751 548	73	1 697 745 521	1 467 965 396	229 780 125
Transferts courants	500 275 000	0	90 000 000	0	590 275 000	443 171 111	147 103 889	443 171 111	75	443 171 111	443 171 111	75	413 171 111	413 171 111	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	2 350 000 000	0	0	334 816 095	2 684 816 095	2 288 349 072	396 467 023	2 288 349 072	85	1 271 653 737	1 271 653 737	47	1 271 653 737	904 710 403	366 943 334
Transfert en capital	1 493 000 000	0	0	0	1 493 000 000	0	1 493 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
53 - Ministère de la Culture et de la Communication	8 949 573 000	0	12 458 384 894	73 586 216	21 481 544 110	18 394 334 034	3 087 210 076	18 384 844 270	86	18 290 474 989	18 051 292 925	84	18 028 425 096	17 988 751 577	39 673 519
Dépenses de fonctionnement	457 167 000	0	50 091 514	0	507 258 514	267 245 551	240 012 963	257 755 787	51	238 981 227	230 159 163	45	207 291 334	192 071 191	15 220 143
Transferts courants	3 522 406 000	0	150 476 250	0	3 672 882 250	3 533 174 250	139 708 000	3 533 174 250	96	3 533 174 250	3 439 174 250	94	3 439 174 250	3 439 174 250	0
Investissements exécutés par l'état	1 072 000 000	0	0	73 586 216	1 145 586 216	350 597 103	794 989 113	350 597 103	31	275 002 382	138 642 382	12	138 642 382	114 189 006	24 453 376
Transfert en capital	3 898 000 000	0	12 257 817 130	0	16 155 817 130	14 243 317 130	1 912 500 000	14 243 317 130	88	14 243 317 130	14 243 317 130	88	14 243 317 130	14 243 317 130	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	72 081 415 000	0	3 738 150 000	1 671 813 388	77 491 378 388	49 649 749 396	27 841 628 992	49 137 379 136	63	42 757 886 633	42 753 656 383	55	42 243 832 073	40 097 623 913	2 146 208 160
Dépenses de fonctionnement	10 325 170 000	0	2 050 000 000	0	12 375 170 000	7 713 327 758	4 661 842 242	7 200 957 498	58	6 356 754 247	6 352 523 997	51	6 065 251 442	5 548 180 177	517 071 265
Transferts courants	28 756 245 000	0	1 550 000 000	0	30 306 245 000	22 741 545 402	7 564 699 598	22 741 545 402	75	22 741 545 402	22 741 545 402	75	22 741 545 402	21 841 545 402	900 000 000
Investissements exécutés par l'état	20 331 000 000	0	138 150 000	1 671 813 388	22 140 963 388	9 915 676 134	12 225 287 254	9 915 676 134	45	4 380 386 882	4 380 386 882	20	4 157 835 127	3 428 698 232	729 136 895
Transfert en capital	12 669 000 000	0	0	0	12 669 000 000	9 279 200 102	3 389 799 898	9 279 200 102	73	9 279 200 102	9 279 200 102	73	9 279 200 102	9 279 200 102	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction	4 585 667 000	0	1 793 853 883	171 818 657	6 551 339 540	3 980 609 275	2 570 730 265	3 672 169 076	56	3 497 311 620	3 497 211 620	53	3 451 947 249	3 408 846 630	43 100 619
Dépenses de fonctionnement	710 767 000	0	157 853 883	0	868 620 883	553 909 765	314 711 118	400 624 945	46	300 044 965	300 044 965	35	268 695 870	237 975 223	30 720 647
Transferts courants	1 334 900 000	0	165 000 000	0	1 499 900 000	1 395 910 000	103 990 000	1 395 910 000	93	1 395 910 000	1 395 910 000	93	1 395 910 000	1 395 910 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 425 000 000	0	16 000 000	171 818 657	1 612 818 657	775 789 510	837 029 147	620 634 131	38	546 356 655	546 256 655	34	532 341 379	519 961 407	12 379 972
Transfert en capital	1 115 000 000	0	1 455 000 000	0	2 570 000 000	1 255 000 000	1 315 000 000	1 255 000 000	49	1 255 000 000	1 255 000 000	49	1 255 000 000	1 255 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	10 632 009 000	0	275 699 952	475 183 184	11 382 892 136	7 501 693 996	3 881 198 140	7 427 850 422	65	6 801 187 550	6 687 569 065	59	6 614 773 601	6 386 491 285	228 282 316
Dépenses de fonctionnement	3 280 719 000	0	1 249 952	0	3 281 968 952	2 270 060 484	1 011 908 468	2 239 990 458	68	2 059 961 836	2 039 455 109	62	1 995 162 472	1 866 797 773	128 364 699
Transferts courants	851 290 000	0	0	0	851 290 000	652 217 500	199 072 500	652 217 500	77	652 217 500	652 217 500	77	652 217 500	652 217 500	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	4 483 000 000	0	274 450 000	475 183 184	5 232 633 184	3 179 166 012	2 053 467 172	3 135 392 464	60	2 688 758 214	2 595 646 456	50	2 567 143 629	2 467 226 012	99 917 617
Transfert en capital	2 017 000 000	0	0	0	2 017 000 000	1 400 250 000	616 750 000	1 400 250 000	69	1 400 250 000	1 400 250 000	69	1 400 250 000	1 400 250 000	0
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	9 406 812 000	0	533 000	1 431 485 308	10 838 830 308	7 903 365 374	2 935 464 934	7 672 547 218	71	6 962 437 115	6 856 447 225	63	6 723 076 074	6 565 011 955	158 064 119
Dépenses de fonctionnement	1 010 318 000	0	533 000	0	1 010 851 000	614 429 039	396 421 961	614 429 039	61	551 199 470	546 073 670	54	528 975 422	497 133 391	31 842 031
Transferts courants	1 096 494 000	0	0	0	1 096 494 000	982 440 000	114 054 000	778 064 000	71	778 064 000	778 064 000	71	778 064 000	778 064 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 304 600 000	0	0	1 431 485 308	5 736 085 308	3 661 096 335	2 074 988 973	3 634 654 179	63	2 987 773 645	2 886 909 555	50	2 845 636 652	2 719 414 564	126 222 088
Transfert en capital	2 995 400 000	0	0	0	2 995 400 000	2 645 400 000	350 000 000	2 645 400 000	88	2 645 400 000	2 645 400 000	88	2 570 400 000	2 570 400 000	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	19 785 543 000	0	0	1 582 708 730	21 368 251 730	10 293 443 961	11 074 807 769	10 264 714 831	48	9 859 206 826	9 855 484 639	46	9 735 662 707	8 555 672 504	1 179 990 203
Dépenses de fonctionnement	7 420 858 000	0	0	0	7 420 858 000	5 556 536 862	1 864 321 138	5 547 307 732	32	5 317 414 331	5 314 989 132	72	5 265 095 621	4 515 198 817	749 896 804
Transferts courants	1 364 685 000	0	0	0	1 364 685 000	1 111 512 000	253 173 000	1 111 512 000	81	1 111 512 000	1 111 512 000	81	1 111 512 000	1 110 826 000	686 000
Investissements exécutés par l'état	3 264 000 000	0	0	1 581 328 730	4 845 328 730	2 165 833 717	2 679 495 013	2 146 333 717	44	1 970 719 113	1 969 422 125	41	1 899 493 704	1 470 086 305	429 407 399
Transfert en capital	7 736 000 000	0	0	1 380 000	7 737 380 000	1 459 561 382	6 277 818 618	1 459 561 382	19	1 459 561 382	1 459 561 382	19	1 459 561 382	1 459 561 382	0
60 - Charges non Réparties	260 105 753 194	0	-66 167 834 873	0	193 937 918 321	129 134 805 708	64 803 112 613	129 070 554 466	67	123 869 410 879	123 798 206 946	64	123 677 217 590	119 026 774 502	4 650 443 088
Dépenses de fonctionnement	126 713 149 974	0	-28 164 140 864	0	98 549 009 110	65 464 512 494	33 084 496 616	65 400 261 252	66	60 199 117 665	60 127 913 732	61	60 006 924 376	55 962 999 600	4 043 924 776
Transferts courants	96 617 603 220	0	-3 325 345 377	0	93 292 257 843	63 670 293 214	29 621 964 629	63 670 293 214	68	63 670 293 214	63 670 293 214	68	63 670 293 214	63 063 774 902	606 518 312
Investissements exécutés par l'état	36 775 000 000	0	-34 678 348 632	0	2 096 651 368	0	2 096 651 368	0	0	0	0	0	0	0	0
61 - Ministère du Plan	6 861 625 495	0	-2 458 241 063	0	4 403 384 432	4 320 192 631	83 191 801	4 320 192 631	98	4 302 058 827	4 298 858 827	98	4 292 761 444	4 286 638 068	6 123 376
Dépenses de fonctionnement	307 585 495	0	-72 202 391	0	235 383 104	152 191 303	83 191 801	152 191 303	65	147 176 673	143 976 673	61	142 829 123	136 705 747	6 123 376
Transferts courants	2 757 040 000	0	-689 260 000	0	2 067 780 000	2 067 780 000	0	2 067 780 000	100	2 067 780 000	2 067 780 000	100	2 067 780 000	2 067 780 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 232 450 000	0	-412 228 672	0	820 221 328	820 221 328	0	820 221 328	100	807 102 154	807 102 154	98	802 152 321	802 152 321	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****09-2014**

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	2 564 550 000	0	-1 284 550 000	0	1 280 000 000	1 280 000 000	0	1 280 000 000	100	1 280 000 000	1 280 000 000	100	1 280 000 000	1 280 000 000	0
62 - Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	6 855 807 000	0	0	245 218 305	7 101 025 305	3 808 174 176	3 292 851 129	3 797 659 968	53	3 448 620 601	3 448 620 601	49	3 412 628 659	3 358 867 433	53 761 226
Dépenses de fonctionnement	626 211 000	0	0	0	626 211 000	431 563 138	194 647 862	425 040 418	68	330 976 757	330 976 757	53	316 670 195	301 422 595	15 247 600
Transferts courants	229 596 000	0	0	0	229 596 000	229 596 000	0	229 596 000	100	229 596 000	229 596 000	100	229 596 000	229 596 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 906 000 000	0	0	245 218 305	4 151 218 305	1 198 015 038	2 953 203 267	1 194 023 550	29	939 047 844	939 047 844	23	917 362 464	878 848 838	38 513 626
Transfert en capital	2 094 000 000	0	0	0	2 094 000 000	1 949 000 000	145 000 000	1 949 000 000	93	1 949 000 000	1 949 000 000	93	1 949 000 000	1 949 000 000	0
63 - Ministère des Postes et des Télécommunications	10 059 654 000	0	-2 026 461 514	614 181 000	8 647 373 486	7 374 951 289	1 272 422 197	7 374 951 289	85	7 352 757 449	7 352 757 449	85	7 341 939 509	7 341 899 509	40 000
Dépenses de fonctionnement	488 284 000	0	-50 091 514	0	438 192 486	273 768 717	164 423 769	273 768 717	62	262 804 165	262 804 165	60	251 986 225	251 946 225	40 000
Transferts courants	1 021 370 000	0	-101 370 000	0	920 000 000	920 000 000	0	920 000 000	100	920 000 000	920 000 000	100	920 000 000	920 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 200 000 000	0	0	114 181 000	1 314 181 000	206 182 572	1 107 998 428	206 182 572	16	194 953 284	194 953 284	15	194 953 284	194 953 284	0
Transfert en capital	7 350 000 000	0	-1 875 000 000	500 000 000	5 975 000 000	5 975 000 000	0	5 975 000 000	100	5 975 000 000	5 975 000 000	100	5 975 000 000	5 975 000 000	0
65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de	40 759 898 000	0	0	311 406 692	41 071 304 692	28 074 361 836	12 996 942 856	28 074 032 148	68	27 815 579 891	27 812 579 891	68	23 000 917 216	22 583 026 280	417 890 936
Dépenses de fonctionnement	400 410 000	0	0	0	400 410 000	251 997 726	148 412 274	251 848 038	63	236 585 973	233 585 973	58	222 230 103	216 445 351	5 784 752
Transferts courants	18 613 571 000	0	0	0	18 613 571 000	18 613 570 998	2	18 613 570 998	100	18 613 570 998	18 613 570 998	100	18 613 570 998	18 613 570 998	0
Investissements exécutés par l'état	1 117 917 000	0	0	311 406 692	1 429 323 692	1 338 793 112	90 530 580	1 338 613 112	94	1 095 422 920	1 095 422 920	77	1 025 116 115	763 009 931	262 106 184
Transfert en capital	20 628 000 000	0	0	0	20 628 000 000	7 870 000 000	12 758 000 000	7 870 000 000	38	7 870 000 000	7 870 000 000	38	3 140 000 000	2 990 000 000	150 000 000
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	19 336 130 000	0	250 000 000	1 554 945 846	21 141 075 846	15 221 625 300	5 919 450 546	15 018 460 207	71	13 797 587 714	13 763 250 337	65	13 632 162 254	12 865 548 294	766 613 960
Dépenses de fonctionnement	267 308 000	0	0	0	267 308 000	171 919 377	95 388 623	171 819 377	64	158 890 058	158 890 058	59	155 595 106	150 142 694	5 452 412
Transferts courants	381 822 000	0	0	0	381 822 000	381 822 000	0	381 822 000	100	381 822 000	381 822 000	100	381 822 000	381 822 000	0
Investissements exécutés par l'état	7 163 000 000	0	0	1 120 862 846	8 283 862 846	5 348 300 923	2 935 561 923	5 145 235 830	62	3 937 292 656	3 902 955 279	47	3 775 162 148	3 014 000 600	761 161 548

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2014

MOIS :

09-2014

à la date du 30/09/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	11 524 000 000	0	250 000 000	434 083 000	12 208 083 000	9 319 583 000	2 888 500 000	9 319 583 000	76	9 319 583 000	9 319 583 000	76	9 319 583 000	9 319 583 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	114 469 744 000	0	10 481 986 795	395 339 296	125 347 070 091	100 847 486 193	24 499 583 898	100 279 516 881	80	99 179 967 370	99 179 967 370	79	99 163 317 950	98 870 277 650	293 040 300
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	0	0	0	2 991 286 000	1 653 519 854	1 337 766 146	1 280 369 854	25	564 964 989	564 964 989	19	560 834 989	557 246 239	3 588 750
Transferts courants	93 258 458 000	0	10 313 986 795	0	103 572 444 795	93 348 793 661	10 223 651 134	93 168 793 661	90	93 168 793 661	93 168 793 661	90	93 168 793 661	92 904 959 911	263 833 750
Investissements exécutés par l'état	2 045 000 000	0	0	395 339 296	2 440 339 296	680 172 678	1 760 166 618	665 353 366	27	281 208 720	281 208 720	12	268 689 300	243 071 500	25 617 800
Transfert en capital	16 175 000 000	0	168 000 000	0	16 343 000 000	5 165 000 000	11 178 000 000	5 165 000 000	32	5 165 000 000	5 165 000 000	32	5 165 000 000	5 165 000 000	0
80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations	1 340 050 000	0	-845 734 910	0	494 315 090	493 001 736	1 313 354	493 001 736	100	451 417 006	451 417 006	91	440 435 620	439 935 654	499 966
Dépenses de fonctionnement	300 050 000	0	-155 275 725	0	144 774 275	144 774 275	0	144 774 275	100	144 774 075	144 774 075	100	137 352 689	136 852 723	499 966
Investissements exécutés par l'état	1 040 000 000	0	-690 459 185	0	349 540 815	348 227 461	1 313 354	348 227 461	100	306 642 931	306 642 931	88	303 082 931	303 082 931	0
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones	32 834 000 000	0	-9 425 367 122	0	23 408 632 878	23 341 847 788	66 785 090	23 341 847 788	100	23 341 847 788	23 341 847 788	100	23 340 437 788	23 340 437 788	0
Dépenses de fonctionnement	120 000 000	0	-8 784 821	0	111 215 179	44 430 089	66 785 090	44 430 089	40	44 430 089	44 430 089	40	44 430 089	44 430 089	0
Transferts courants	14 000 000	0	-14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	180 000 000	0	-102 582 301	0	77 417 699	77 417 699	0	77 417 699	100	77 417 699	77 417 699	100	76 007 699	76 007 699	0
Transfert en capital	32 520 000 000	0	-9 300 000 000	0	23 220 000 000	23 220 000 000	0	23 220 000 000	100	23 220 000 000	23 220 000 000	100	23 220 000 000	23 220 000 000	0
82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et	15 776 828 080	0	5 408 623 836	0	21 185 451 916	15 940 640 836	5 244 811 080	15 933 224 005	75	15 912 331 376	15 912 331 376	75	15 087 331 376	15 087 331 376	0
Dépenses de fonctionnement	139 527 080	0	-21 376 164	0	118 150 916	55 165 086	62 985 830	47 748 255	40	26 855 626	26 855 626	23	26 855 626	26 855 626	0
Transferts courants	1 867 301 000	0	0	0	1 867 301 000	1 385 475 750	481 825 250	1 385 475 750	74	1 385 475 750	1 385 475 750	74	1 385 475 750	1 385 475 750	0
Transfert en capital	13 770 000 000	0	5 430 000 000	0	19 200 000 000	14 500 000 000	4 700 000 000	14 500 000 000	76	14 500 000 000	14 500 000 000	76	13 675 000 000	13 675 000 000	0
Totaux (1)	1 352 010 000 000	0	795 817 130	28 850 000 000	1 381 655 817 130	912 366 250 835	469 289 566 295	902 113 097 799	65	834 173 955 490	830 907 260 794	60	817 135 790 954	775 642 224 076	41 493 566 878

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

37